

La crise économique n'est pas une catastrophe naturelle !!!

CAHORS MANIFESTATION 11 OCTOBRE 2011 14h30 PLACE MITTERRAND

Réunies le 1^{er} septembre, les organisations syndicales nationales CGT, CFDT, ainsi que l'UNSA, la FSU et Solidaires ont décidé d'une journée nationale d'actions interprofessionnelles le mardi 11 octobre 2011.

Le gouvernement a annoncé le 24 août un nouveau plan d'austérité censé réduire « le déficit de la France ». La CGT, la CFDT, l'UNSA, la FSU et Solidaires en dénoncent le caractère injuste puisqu'une nouvelle fois, ce sont les salariés et les ménages qui supportent principalement ce nouveau tour de vis.

En effet, les diverses mesures annoncées pesant sur les salariés et les familles représentent 6,1 milliards d'euros. Les entreprises sont mises à contribution à hauteur de 2,9 milliards et les hauts revenus pour 980 millions.

Le gouvernement sait que cela ne suffira pas pour rassurer les marchés financiers. En effet, le budget de l'état prévoit, pour les trois ans à venir, une ponction dix fois supérieure. La protection sociale est menacée par la fiscalisation de la santé via la taxation des mutuelles dans un premier temps. Nous n'en sommes qu'au début d'une grande saisie sur les finances des ménages si nous nous laissons faire. Tandis que l'Impôt de Solidarité sur la Fortune est aboli (2 milliards de cadeaux aux plus riches).

François FILLON renchérit dernièrement par la volonté prochaine de porter l'âge de la retraite de 62 à 67 ans.

L'urgence sociale appelle à l'action pour imposer d'autres choix !

Tous les éléments d'appréciation de la situation de notre économie et de l'emploi sont au rouge ; ceux de la croissance avec un net recul de la consommation des ménages et un ralentissement de l'investissement des entreprises. La précarité augmente, les heures supplémentaires également (équivalent à 400000 temps plein par an) alors que le chômage s'aggrave.

Les réformes continuent dans les services publics, les plans de suppression de l'emploi dans le public et le privé également...

Les banques ont préféré spéculer et financer la dette des états plutôt que l'investissement productif favorisant le travail et la richesse réelle.

C'est précisément dans ce mode de développement qui sacrifie le travail au profit de la rentabilité financière immédiate que la crise trouve ses origines. Chaque jour montre que ce système est entrain de montrer ses limites au point où il a mis des états en faillite tout en favorisant les plus riches. Pour dynamiser l'économie, créer des emplois stables, augmenter les salaires et soutenir l'investissement productif.